

**Observatoire Géopolitique sur la Chine :**  
**Note d'introduction suivie d'une synthèse des débats de la séance du 12 Octobre 2006**

## **Chine-Iran: des relations pragmatiques**

Note de Michal Meidan<sup>1</sup>

De prime abord, la relation sino-iranienne s'articule autour de l'énergie sous toutes ses formes : les hydrocarbures (pétrole et le gaz) mais aussi l'énergie nucléaire, à des fins civiles et militaires.

Depuis 1993, date à laquelle la Chine est devenue importatrice nette de produits pétroliers, il semblerait que la relation entre ces deux anciennes puissances régionales se soit consolidée autour de leurs intérêts énergétiques – avec des traits idéologiques communs pour devenir un véritable axe Pékin - Téhéran qui, à présent, aurait des implications importantes pour le dossier nucléaire iranien<sup>2</sup>.

Ce papier ne se destine toutefois pas à analyser la diplomatie nucléaire chinoise mais de s'attacher à l'étude de sa diplomatie énergétique à l'égard de l'Iran, ainsi que l'éventail des intérêts qui lient ces deux partenaires l'un à l'autre. La problématique fondamentale traitée est donc la suivante : quelle est la nature et l'étendue des relations sino-iraniennes en matière énergétique, commerciale et stratégique ? Comment ce partenariat a-t-il évolué et par conséquent, quelles sont les perspectives d'un réalignement politique et stratégique chinois aux côtés de Téhéran ?

Ce papier s'articulera autour de quelques axes principaux : premièrement, un survol historique des relations sino-iraniennes avec un accent mis sur les constantes rhétoriques et la composante idéologique de cette relation bilatérale. Existe-t-il un véritable fondement idéologique à cette relation ? Est-il suffisamment fort pour propulser cette relation au rang de « partenariat stratégique » ?

Deuxièmement, il s'agira d'étudier les échanges commerciaux et stratégiques entre ces deux partenaires afin d'analyser les bases pratiques de ces liens : autour de quels domaines s'articulent-ils ?

Troisièmement, l'analyse portera sur la diplomatie énergétique chinoise en Iran. Approvisionnements en pétrole brut, accords gaziers et activités chinoises dans l'amont et l'aval pétrolier seront abordés avec un accent mis sur les questions suivantes: existe-t-il une véritable diplomatie énergétique chinoise préconçue et cohérente ? Quelle est l'importance (symbolique et réelle) des accords signés dans le domaine de l'énergie ? Ces trois volets permettront enfin d'évaluer l'importance de l'Iran aux yeux des Chinois et de déterminer d'une part le « prix » diplomatique la Chine serait prête à payer pour maintenir le lien avec son partenaire iranien, et d'autre part ce qu'elle pense exiger de Téhéran en échange.

### **1. Une convergence d'idéologies ou d'intérêts?**

L'Iran et la Chine sont deux civilisations et puissances asiatiques anciennes : leurs relations remontent aux temps de la Route de la Soie et ont été riches en échanges d'hommes, de marchandises, d'idées et de techniques. Au delà de la rhétorique vide des discours politiques de chacun, le lien historique et l'affinité culturelle sont révélateurs d'une vision partagée par Téhéran et Pékin. Que ce soit grâce à l'importance attachée à ce passé ou grâce à une volonté actuelle de réécrire l'Histoire, l'héritage culturel et la pérennité de ces deux civilisations sont un facteur commun qui a perduré à travers régimes politiques et religieux. Les expériences passées vécues par ces deux pays les mènent également à adopter une approche critique à l'égard de l'ordre international actuel et à réaffirmer les affinités de deux pays autrefois victimes des empires modernes et contemporains, et désormais en quête d'un modèle de développement. Ces bases communes posent-elles des fondements solides et durables à ce partenariat ?

Il est évident que les deux pays attachent une grande importance à leur relation bilatérale en raison de la reconnaissance mutuelle de leurs importances géostratégiques, de leurs liens historiques, de leurs affinités

<sup>1</sup> Asia Centre, Chercheur, co-éditrice de la revue *China Analysis / Les Nouvelles de Chine*

<sup>2</sup> Sharif Shuja, "Warming Sino-Iranian Relations: Will China Trade Nuclear Technology For Oil?", July 23, 2005, *China Brief*, Jamestown Foundation,

culturelles ou encore à cause de l'ensemble de ces facteurs ou du fait d'intérêts plus pragmatiques ou ponctuels. Quoiqu'il en soit, les liens sino-iraniens ont su traverser les différents régimes politiques et divergences idéologiques pour se maintenir jusqu'à présent.

Les relations diplomatiques n'ont été nouées qu'en 1971. Avant cette date, la Chine appartenait au bloc soviétique tandis que l'Iran du Shah se plaçait clairement sous l'orbite américaine (cf. son adhésion au Pacte de Bagdad en 1955). La Chine donnait alors refuge au parti communiste iranien (Tudeh) – tout en limitant ses activités – alors que Téhéran reconnaissait diplomatiquement Taipei et appuyait sa place à l'ONU comme représentant de la Chine au détriment de Pékin.

Cependant, dans le cadre de sa politique tiers-mondiste, la Chine maintint des relations commerciales avec l'Iran tout au long des années 1950 (d'un montant total de 2,5 millions de dollars pendant toute cette période<sup>3</sup> suivie des premières importations de pétrole dès 1960) tout en vilipendant les liens entre Washington et Téhéran, présentant l'Iran comme un instrument de l'impérialisme américain<sup>4</sup>. De même, dans le cadre de son soutien pour le régime de Mossadegh entre 1951 et 1953, Pékin soutint la nationalisation des ressources pétrolières du pays en 1951.

Les relations connurent un timide réchauffement pendant les années 1960 : le Shah recherchant plus d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis (surtout suite à leur décision en 1964 de vendre leurs armes au régime au lieu de les fournir gratuitement comme c'était le cas auparavant) commença dès 1965 à s'abstenir lors des votes à l'ONU concernant l'admission de Pékin au Conseil de Sécurité à la place de Taipei alors qu'il s'y était opposé auparavant. Avec le durcissement de la rivalité sino-soviétique et les évolutions dans les rapports de force entre les deux superpuissances, le Shah fit des pas plus explicites vers une normalisation avec Pékin. Le commerce a officiellement repris en 1966, et ce, en dépit du soutien de la RPC aux mouvements révolutionnaires du Golfe persique, jugés dangereux par Téhéran.

Ce sont la consolidation de l'URSS comme menace stratégique principale et l'amorce de la normalisation sino-américaine qui ont donné lieu à la reconnaissance diplomatique entre Pékin et Téhéran en août 1971. Il s'en est suivi une visite du Premier ministre Zhou Enlai à Téhéran en 1973, une amplification des relations commerciales et un début d'échanges éducatifs et culturels. Lorsque les premiers signes de crise ont affaibli la monarchie iranienne, le président chinois Hua Guofeng a effectué une visite dans le pays en août 1978, un geste interprété par le Shah comme une preuve de son soutien. Puis, quand la révolution a triomphé en 1979, les relations ont connu quelques mois de refroidissement. Cependant, les deux régimes ont repris les contacts dès le mois de juillet de cette même année. Si le ton anti-américain du gouvernement iranien et la crise des otages de l'ambassade américaine en novembre 1979 ont mis Pékin en porte à faux, l'invasion soviétique de l'Afghanistan le mois suivant a redonné sa raison d'être à ce partenariat.

Le pragmatisme était à l'ordre du jour dans les années 1980. Pékin, doit alors garder ses distances de Téhéran afin de ne pas nuire à sa relation bilatérale en réchauffement avec les Etats-Unis. Mais il ne choisit pas non plus de couper complètement les liens avec l'Iran au profit de Washington. Les régimes politiques et ambitions diplomatiques des deux pays dictent une attitude fonctionnelle et prudente qui limite l'étendue des déclarations communes mais laisse un commerce florissant lier les deux pays. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990 que les relations semblent franchir une nouvelle étape. La fin des années 1980 marque également la fin de la guerre qui a opposé l'Iran et l'Irak (avec des positions chinoises sur la question fortement contradictoires, entre rhétorique et réalité) et annoncent le retrait soviétique de l'Afghanistan, mais suscitent parallèlement de nouvelles inquiétudes liées notamment à l'effondrement de l'URSS et au vide stratégique qui en résulte en Asie centrale. Pékin craint en effet les ambitions iraniennes dans cette région, la sphère d'influence islamique qui pourrait voir le jour dans cette zone risquerait de « contaminer » l'ouest chinois et met Pékin mal à l'aise devant les desseins de son partenaire<sup>5</sup>.

Néanmoins, intérêts économiques, impératifs stratégiques (et affinités culturelles ?) donnent suite aux échanges diplomatiques : le vice-premier ministre Tian Jiyun se rend à Téhéran en mars 1989, et le président iranien Ali Khamenei visite la Chine à moins d'un mois des événements de Tian'anmen. Le printemps de Pékin et l'isolement diplomatique chinois sur le plan international, couplés à l'inquiétude de ce dernier face à l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'est redonnent de l'importance à l'appui de Téhéran. Les rencontres sino-iraniens de haut niveau se multiplient au début des années 1990.

En juillet et octobre 1991 Li Peng et Yang Shangkun se rendent à Téhéran, suivis par Qin Jiwei, Ministre de la Défense (1993) et Qian Qichen, Ministre des Affaires étrangères (mai 1993). Les dignitaires iraniens se succèdent

<sup>3</sup> Mohamed Bin Huwaidin, *China's Relations with Arabia and the Gulf: 1949-1999*, New York: Routledge Curzon, 2002, p. 154

<sup>4</sup> Des lectures assez différentes se font de ces années, certains les qualifiant de période très mouvementée dans les relations sino-iraniennes avec de nombreux revers diplomatiques des deux côtés. Cf. notamment Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner dans « L'Iran, la Chine et la Crise du nucléaire », *Journal d'étude des relations internationales au Moyen-Orient, MERIA* Volume 1, No. 1, Article 2 - Juillet 2006. D'autres voient dans ces divergences le résultat d'une certaine complaisance d'un côté comme de l'autre. Voir notamment John Calabrese, « China and Iran : Mismatched Partners », *Jamestown Foundation, Occasional Papers*, août 2006.

<sup>5</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *op. cit.*

également dans la capitale chinoise : le président Rafsandjani (Septembre 1992), le vice-président Hasan Habibi (1994), le Ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati (1996) et le Ministre de la Défense Mohammad Foruzandeh (1996).

En dépit de ce nouvel élan, ces liens restent, dans les années 1990, fortement limités par les impératifs de la relation sino-américaine et par l'état de la fédération de Russie : rapprochement ponctuel au moment de la crise dans le détroit de Taiwan et ensuite refroidissement lorsque la Chine accepte de mettre fin (officiellement) à ses transferts d'armes à l'Iran et sacrifie de fait sa relation avec Téhéran par rapport à celle qu'elle entretient avec Washington. Les échanges diplomatiques se raréfient mais la relation se poursuit et s'amplifie parallèlement sur des terrains bien plus pratiques, notamment les domaines énergétique, militaire et des infrastructures.

Ce n'est qu'à la fin des années 1990, lorsque les rapports sino-américains se détériorent que la relation entre Pékin et Téhéran retrouve un élan, du moins sur le plan rhétorique. La Chine ouvre à Téhéran une marge de manœuvre diplomatique alors que celle-ci offre à Pékin une carte à jouer dans ses relations avec Washington. Les visites officielles se multiplient, le Ministre des Affaires étrangères Tang Jiaxuan se rend dans la capitale iranienne en 2000, visite suivie par celle à Pékin du vice-ministre des Affaires étrangères iranien. Le président Khatami effectue ensuite une visite en Chine à l'invitation de Jiang Zemin, accompagné d'une délégation comprenant les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, des Mines et des métaux, ainsi que de la Culture. La déclaration publiée à l'issue de cette rencontre laisse entrevoir une convergence en matière politique : condamnation du terrorisme, inquiétude face au trafic de stupéfiants en Asie centrale, et surtout face aux tendances hégémoniques et l'ingérence des Etats-Unis dans le Golfe persique<sup>6</sup>. Les deux pays expriment leur intention de reprendre la coopération dans le domaine de l'industrie de défense mais la coopération militaire semble rester modeste<sup>7</sup>. En janvier 2001 Hu Jintao, alors vice-président, conduit une délégation en Iran destinée à explorer les moyens de mettre en œuvre les accords signés à l'occasion de la visite de Khatami.

Les attentats du 11 septembre et le rapprochement sino-américain subséquent ne remettent pas en cause l'élan des relations sino-iraniens. La coopération en matière énergétique et les échanges commerciaux se poursuivent et sont même renforcés avec les visites de Wu Yi, membre du conseil d'Etat, en mars 2002 et de Jiang Zemin en avril 2002. Les deux pays réaffirment leurs inquiétudes face à la présence des Etats-Unis en Asie centrale ; l'invasion américaine de l'Irak en 2003 ne faisant qu'exacerber ces appréhensions communes. A partir de 2004 lorsque la question nucléaire iranienne prend le devant de la scène, les consultations entre les deux pays se poursuivent. Enfin, Pékin a félicité Mahmoud Ahmadinejad à l'occasion de son élection en juin 2005 et l'a accueilli au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai tenu en Chine en juin 2006.

Il est possible donc de relever certains traits forts de la relation sino-iranienne qui ont été constants sur l'ensemble de cette période : d'abord, l'ancrage fort de cette relation dans l'histoire ancienne des deux pays et de ces deux civilisations et la valeur fortement symbolique de cette ancrage ; ensuite, la construction d'une rhétorique commune bâtie sur des préceptes partagés et une vision qui se recoupe de temps à autre concernant la situation internationale, et surtout une concordance ponctuelle d'intérêts et des méfiances communes à l'égard de parties tierces. Ces facteurs ont fourni les bases d'une relation qui a pu d'une part perdurer en dépit de divergences sur des questions d'ordre idéologique comme l'appartenance aux différents blocs ou sur la question taïwanaise - questions pourtant importantes pour la Chine maoïste - mais qui n'ont, d'autre part, pas pu propulser cette relation au rang d'une alliance forte.

En clair, l'intérêt chinois pour ce partenariat comprend plusieurs volets : d'abord, un véritable respect pour la culture iranienne et son histoire ; ensuite, une reconnaissance de l'importance stratégique de l'Iran pour le maintien de la sécurité dans le Golfe persique<sup>8</sup> et de son rôle pivot en Asie, et de ce fait l'importance de ce pays dans l'équilibre des deux superpuissances ; . par ailleurs, l'Iran est un partenaire commercial dont l'importance pour la Chine comprend aussi bien des apports en énergie, un commerce militaire et des échanges de biens de consommation et d'investissements ; enfin, comme le reste du Moyen Orient, l'Iran a servi et sert encore de terrain d'observation à la Chine, aussi bien de l'état du monde bipolaire que, à partir des années 1980, des jeux militaires et stratégiques internationaux<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Le communiqué est accessible sur le site de ministère des Affaires étrangères chinois  
<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wj/zjg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm>

<sup>7</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit.

<sup>8</sup> Zhang Xiaodong, *China's interests in the Middle East : present and future*, Middle East Policy: (1999-02) vol.6 n°3, p.150-159.

<sup>9</sup> Yitzhak Shichor, *The Middle East in China's Foreign Policy*, Cambridge University Press, 1979

## 2. Consolidation des liens pour renforcer le partenariat

La rhétorique et le contenu idéologique de ce partenariat semblent relativement vides, mais la relation comprend plusieurs volets lucratifs pour les deux parties. Les échanges ont commencé timidement dans les années 1950 et 1960 mais ont dû attendre la fin des années 70 avant de connaître un véritable essor. L'invasion soviétique en Afghanistan couplé au déclenchement de la guerre Iran - Irak le 22 septembre 1980 a, comme mentionné plus haut, redonné souffle aux activités chinoises dans la région.

« Le pragmatisme iranien et l'opportunisme chinois <sup>10</sup> » ont donc fourni une base pour une évolution progressive des échanges commerciaux. L'Iran, isolé sur le plan international et ayant besoin d'armements dans sa guerre contre l'Irak a su dépasser son hostilité idéologique à l'égard des régimes communistes et des répressions que subissent les Ouïghours au Xinjiang. La Chine quant à elle, a préféré maintenir ses contacts avec le régime islamiste, au risque de vexer son nouvel allié américain, afin de faire profiter son industrie militaire de ce partenariat.

Tout en affichant sa neutralité lors de la guerre Iran – Irak, la Chine a approvisionné les deux belligérants de sa production militaire <sup>11</sup>. Dès 1984, la Chine et l'Iran auraient conclu un marché selon lequel l'Iran aurait payé 1,3 milliards dollars en échange de 100 chasseurs J6 (construits en 1950), de chars T-59, des pièces d'artillerie et d'armes légères, l'Iran aurait également accepté de donner à la Chine l'accès aux armes soviétiques prises aux troupes irakiennes <sup>12</sup>. En 1985 le commerce s'est élargi pour inclure 12 chasseurs Shenyang F6 (inspiré du vieux Mig-19 soviétique), des canons, des répliques de missiles SAM 2 et SAM 7 et des lance-roquettes. Ces livraisons auraient été payées en devises et par des livraisons en pétrole (2 Mt de pétrole en deux ans) <sup>13</sup>. Les ventes d'armes se sont poursuivies et élargies avec des batteries anti-aériennes et la version chinoise du Mig-21 <sup>14</sup>. Enfin, en 1989, la Chine aurait signé un contrat avec Téhéran pour la livraison d'avions de chasse, de 40 missiles sol-mer Silkworm (vers à soie), d'un sous-marin, de missiles sol-sol de type Scud, de batteries de missiles anti-aériens et se seraient engagés également sur la formation de pilotes iraniens à Shanghai <sup>15</sup>.

A l'Irak, la Chine aurait livré des chars de conception soviétique T-55 modernisés et équipés d'un canon de 125 mm, des canons, mais aussi des avions J-7, version chinoise du Mig-19 soviétique <sup>16</sup>. Les informations disponibles (qui ne sont pas complètes) témoignent d'un commerce plus étendu avec l'Iran qu'avec son adversaire, un objectif supplémentaire de la république islamique dans le maintien de ses relations avec Pékin. La Chine a démenti tout ces transferts d'armes mais suite aux pressions américaines a déclaré qu'elle « cessait d'exporter des missiles Silkworm (vers à soie) » sur les marchés internationaux <sup>17</sup>.

Ainsi, faisant preuve d'une diplomatie habile, au cours de la décennie de la guerre qui opposait l'Iran à son voisin, la Chine a maintenu sa neutralité affichée, s'est déclarée opposée à toute intervention externe (surtout des superpuissances) dans le conflit, a servi de médiateur pour terminer le conflit tout en alimentant les deux parties en armes, et a réussi à ne pas trop déstabiliser ses relations avec les Etats-Unis. Quand le moment est venu de choisir, la Chine a – officiellement – opté néanmoins pour sa relation avec les Etats-Unis mais en réalité a pu profiter de son rôle secondaire dans la région pour satisfaire ses besoins commerciaux, tout en gardant sa « face » diplomatique.

Au début des années 1990, les ventes d'armes conventionnelles chinoises ont connu un déclin suite à une forte concurrence des armes russes, plus sophistiquées et désormais plus facilement disponibles. Afin de faire face à cette concurrence, la Chine a diversifié ses domaines de coopération militaire avec l'Iran : Pékin aurait signé un accord prévoyant une coopération dans l'amélioration et le développement des forces armées iraniennes, la fourniture de 100 à 150 chasseurs et bombardiers soviétiques, ainsi que des missiles Vers à Soie sol – mer, air – mer, air – sol. En 1996 la Chine et l'Iran auraient signé un accord pour la vente de missiles, lance-roquettes, avions, vaisseaux auxiliaires et des véhicules blindés de transport de troupes, le tout d'une valeur de 4,5 milliards de dollars. Ensuite, la Chine a dû, dans le cadre de cet accord, construire des missiles et des hélicoptères. Le paiement devait s'effectuer en cinq ans avec une contrepartie en argent et en pétrole <sup>18</sup>.

<sup>10</sup> Calabrese, op. cit. p. 4

<sup>11</sup> Pour une liste complète du commerce d'armes voir Bates Gill, « Chinese Arms Exports to Iran », Middle East Review of International Affairs Vol. 2, No. 2 (May 1998)

<sup>12</sup> « La Chine aurait vendu secrètement des armes à l'Iran selon le Washington Post », AFP, 3 avril 1984

<sup>13</sup> « Accord Sino-Iranien pour la fourniture d'armements à Téhéran selon Al-Taqrir - Londres », AFP, 27 mars 1985

<sup>14</sup> « Pékin appelle l'Iran et l'Irak à cesser les hostilités », AFP, 16 novembre 1986

<sup>15</sup> « Pékin dément la signature d'un contrat d'armement avec Téhéran », AFP, 3 mars 1989

<sup>16</sup> « La Chine livre des armes à la fois à l'Irak et à l'Iran, selon der Spiegel », AFP, 9 août 1987,

<sup>17</sup> « La Chine annonce ne plus exporter de missiles 'Silkworm', AFP, 18 novembre 1987, « Washington veut des assurances de Pékin sur les Silkworm », AFP, 7 mars 1988

<sup>18</sup> Pour plus de détails sur les fournitures militaires chinoises à Téhéran cf. Calabrese John, "Peaceful or dangerous collaborators ? : China's relations with the Gulf countries", *Pacific Affairs*: 65 (4), hiver 1992-1993, pp. 471-485, Gaffney Frank J., "China Arms the Rogues", *Middle East Quarterly*, septembre 1997, reproduit sur [www.meforum.org/article/360](http://www.meforum.org/article/360), Bates Gill, "Chinese Arms Exports to Iran", op. cit. et Byman Daniel L., Cliff Roger, *China's Arms Sales: Motivations and Implications*, nr-1119-af1999, [www.rand.org](http://www.rand.org).

Il faut ajouter à ces ventes celles d'armes non conventionnelles. En 1991 la Chine a promis de fournir à l'Iran un réacteur nucléaire de 20 MW, avec un accord scellé en 1992, prévoyant la construction de deux réacteurs atomiques de 300 mégawatts au sud-ouest de l'Iran (dans la province du Khouzistan) pour la production de plutonium. Officiellement l'accord prévoyait l'usage nucléaire à des fins civiles et une coopération dans un éventail de domaines comprenant la recherche, la construction et le fonctionnement de réacteurs nucléaires. Les premières ventes ont été déclarées et vérifiées par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) comme étant à des fins civiles. L'accord de 1992, malgré les déclarations des deux parties affirmant que la construction d'une centrale s'effectuerait sous la supervision de l'AIEA, a été une source d'inquiétude pour les Etats-Unis qui ont fait pression sur la Chine pour mettre fin à ces transferts, même si certains analystes occidentaux doutaient de la capacité de la Chine à accomplir la construction sans assistance technique étrangère<sup>19</sup>. Toutefois, en septembre 1995, Qian Qichen a annoncé au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher que la Chine avait décidé d'annuler la vente de ces deux réacteurs pour des raisons techniques.

En juin 1994 des rapports affirmaient que des experts chinois étaient impliqués dans la construction de centrales d'enrichissement d'uranium à Rudan et à Shiraz. En 1996 la Chine a informé l'AIEA de la vente d'une installation de conversion d'uranium à l'Iran et de son souhait que la dite vente s'opère sous la supervision de l'AIEA. Mais les Etats-Unis ont fait pression sur Pékin pour annuler la vente et en 1997 Pékin a promis à Washington l'arrêt de l'assistance nucléaire à l'Iran. En contrepartie, Pékin a obtenu le feu vert pour un commerce nucléaire civil sino-américain dont la valeur est estimée à entre 15 et 50 milliards de dollars<sup>20</sup>. Toutefois, il apparaîtrait que Pékin ait fourni les plans de la construction de l'installation aux Iraniens.

Le sujet des transferts chimiques et biologiques chinois à l'Iran demeure incertain et difficilement vérifiable: bien que la Chine soit signataire de la Convention pour l'interdiction des armes biologiques (CIAB) et de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC)<sup>21</sup>, il est possible qu'elle ait fourni des armes chimiques et biologiques à l'Iran ; s'agissant pour la plupart de technologies à double usage, de tels transferts sont difficiles à vérifier .

De plus, l'application par la Chine des conventions de non prolifération et le contrôle actuel de tous les transferts militaires – nucléaires, chimiques et biologiques – demeure difficile<sup>22</sup>: d'abord, l'interprétation des conventions faite par l'industrie militaire chinoise reste strictement textuelle. Les militaires chinois adhèrent aux termes des accords mais non pas à leur esprit. S'ils ont promis de ne plus vendre de missiles antiaériens comme spécifié dans les conventions, ils continuent néanmoins à fournir leurs technologies et savoir faire. Faute d'un système rigide de contrôle des exportations ou d'un système normatif de respect des principes de non prolifération, Pékin peine à contrôler efficacement le mouvement des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

Enfin, le caractère fractionné de l'industrie militaire et l'implication de cette dernière dans la vie économique civile contribuent à transformer l'exportation d'armes et de technologies en un exercice lucratif, qui est, de plus, facilité par la nature de ce commerce : assistance scientifique, composants et technologies de production. Ainsi, en dépit des engagements et des garanties écrites données à Washington, Pékin semble avoir du mal à cantonner les transferts illégaux d'armes et de technologies. Entre 1997 et 2006, des firmes chinoises ont été sanctionnées périodiquement par les Etats-Unis pour ventes d'armes à l'Iran<sup>23</sup>. Il semblerait ainsi que par « manque de volonté, corruption ou incapacité des autorités chinoises à contrôler les activités de leurs sociétés<sup>24</sup> », certaines technologies aient été transférées à l'Iran.

L'étendue de ce trafic reste toutefois difficilement démontrable et surtout ardu à évaluer.

Le commerce sino-iranien ne s'est toutefois pas cantonné au domaine militaire et de nombreux autres échanges ont eu lieu entre les deux pays. A partir surtout des années 1990 Téhéran semble avoir invité Pékin à pénétrer ses marchés. Le volume du commerce bilatéral a en effet décuplé en un peu plus d'une décennie, passant de 335 millions de dollars en 1990 à 3,3 milliards de dollars en 2001<sup>25</sup>. Cette augmentation est due en grande partie à des importations massives de pétrole par la Chine à partir de 1999. La balance commerciale reste toutefois assez

<sup>19</sup> "China's Nuclear Exports and Assistance to Iran", Nuclear Threat Initiative, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm#2>

<sup>20</sup> BATES Gill, op. cit.

<sup>21</sup> La Chine est signataire du CIAC depuis 1993, ratifié en 1997.

<sup>22</sup> La Chine a ratifié le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1992, cette même année elle s'engage à se conformer aux limitations du Régime de Contrôle de la Technologie des Missiles (MTCR) mais n'y adhère pas et en 1997 la Chine adhère aux conditions posés par le Comité Zangger, à savoir, une garantie formelle d'un usage non explosif et un droit de contrôle en cas de transfert d'armes vers des pays non signataires du TNP

<sup>23</sup> Les compagnies suivantes ont été sanctionnées par les Etats-Unis: Taian Foreign Trade General Corporation of China, Zibo Chemical Equipment Plant of China, Liyang Yunlong Chemical Equipment Group Company of China, China North Industries Corporation (NORINCO), China Precision Machinery Import/Export Corporation (CPMIEC), Catic (Chinese AeroTechnology Import and export Corporation), le groupe de construction aéronautique Hongdu Aviation, le conglomérat Union International Economic and Technical Cooperative Ltd et la société minière Limmt Metallurgy and Minerals. Dans « Nucléaire iranien: Washington sanctionne 9 firmes de Chine, Inde et Autriche », AFP, 27 décembre 2005 et « Sanctions contre 5 sociétés chinoises accusées de ventes d'armes à l'Iran », 3 juillet 2003

<sup>24</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit. p. 18

<sup>25</sup> Chiffres pour 1990 tirés de Shichor, *China's Economic Relations With the Middle East: New Dimensions*, op. cit. pp. 182-183.

Chiffres pour 2002 tirés du site officiel du MOFTEC, [www.moftec.gov.cn](http://www.moftec.gov.cn), consulté en janvier 2003

équilibrée, le commerce bilatéral s'élevant à près de 9,5 milliards de dollars en 2005, les importations pétrolières chinoises représentent la moitié de cette somme tandis que les exportations chinoises en représentent l'autre moitié.

L'accroissement des échanges commerciaux remonte à la visite de Yang Shangkun en Iran, lorsque la China International Trust and Investment Corporation (CITIC) s'est vu octroyer un projet de construction du métro iranien, conjointement avec une firme locale, tenue par le fils du président Rafsandjani<sup>26</sup>. Les projets de coopération qui ont suivi seraient dus, selon Calabrese, aux pressions exercées par des groupes d'intérêts commerciaux iraniens<sup>27</sup> et le marché iranien serait devenu l'un des marchés étrangers les plus importants en termes de grands projets et d'exportation de main-d'œuvre<sup>28</sup>. La Chine s'est engagée dans la construction de cimenteries, barrages<sup>29</sup> et a fourni à l'Iran des navires pour sa flotte marchande (évalués à 100 millions de dollars)<sup>30</sup>. En 2003, la banque publique iranienne Tejarat a installé à Pékin un bureau de représentation (préluant à l'ouverture d'une véritable succursale) chargé d'appuyer des projets à participation chinoise dans les secteurs de la construction (du métro de Téhéran ou de barrages notamment), de l'extraction de cuivre et la production d'électricité, de la construction d'autoroute et de lignes ferroviaires, notamment celles qui relient Téhéran et la Mer Caspienne (au nord de l'Iran), des lignes de chemins de fer entre Ispahan (centre) et Chiraz (sud-ouest)<sup>31</sup>.

En 2004, la RPC représente 10% du commerce extérieur iranien, alors que Téhéran ne joue qu'un rôle mineur dans le commerce extérieur chinois qui atteint alors 174 milliards d'euros avec l'Union européenne ou encore 170 milliards de dollars avec les Etats-Unis. La Chine reste un partenaire plus important pour l'Iran que l'Iran ne l'est pour la Chine, malgré l'importance croissante des échanges en matière d'énergie.

### **3. Le secteur énergétique iranien dans la politique chinoise de « sortie » vers le monde**

Tout comme la coopération militaire des années 1980, les liens énergétiques entre la république populaire et la république islamique font l'objet d'une attention internationale croissante, surtout depuis la fin des années 1990. En 1993 la Chine devient importatrice nette de produits pétroliers pour la première fois et en 1996 de pétrole brut. Les sources d'importations traditionnelles de la Chine, les pays asiatiques, ne sont progressivement plus en mesure de répondre à sa demande et Pékin se voit contraint de se tourner vers le Moyen-Orient pour satisfaire une partie croissante de sa demande pétrolière. Or, les politiques pétrolières adoptées dès la fin des années 1990 destinées à sécuriser les approvisionnements chinois traduisent une frénésie peu cohérente et une politique dictée par les groupes d'intérêts, notamment les compagnies pétrolières. Nous reviendrons sur cette question plus loin. Passons d'abord en revue les différentes formes de coopération dans le domaine énergétique avant d'en évaluer l'efficacité et la durabilité :

#### ***Importations de pétrole brut***

La première forme de coopération est naturellement l'importation de pétrole brut. En 1996, la Chine a importé 2,31 Mt de pétrole iranien, en 2005 l'Iran est devenu le deuxième fournisseur pétrolier de la Chine, comptant pour 14% de ses importations<sup>32</sup> et en janvier 2006 ce pays a dépassé l'Arabie saoudite pour être le premier fournisseur chinois. Notons que l'accroissement de la part iranienne dans les importations chinoises coïncide en effet avec les dates clés des visites officielles entre les deux pays (voir Tableau 1).

<sup>26</sup> Calabrese, « China and Iran : Mismatched Partners », op. cit.

<sup>27</sup> Ibid

<sup>28</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit.

<sup>29</sup> « Chinese FM in Iran to boost political, economic ties », AFP, 4 mars 1994,

<sup>30</sup> « L'Iran achète quatre navires à la Chine pour 100 millions de dollars », AFP, 12 avril 1996

<sup>31</sup> « Tejarat ouvre la première représentation d'une banque iranienne en Chine », AFP, 29 juillet 2003. Pour le détail de la coopération en matière d'infrastructures routières et ferroviaires, voir Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit

<sup>32</sup> Soit environ 17 Mt mais ce chiffre reste très approximatif : les statistiques pour 2005, évaluent la part iranienne à 13 à 15% des importations chinoises en 2005, selon le BP Statistical Review ce dernier était de 127 Mt mais ce calcul reste très approximatif.

Tableau 1 : Importations des différents pays du Moyen Orient (Mt)<sup>33</sup> :

Pays	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Oman	2.65	3.06	4.08	3.36	3.65	5.65	9.03	5.79	5.02	1.56	8.14	8.10
Yémen		0.43	1.65	1.25	2.47	3.76	4.05	4.04	4.13	3.61	2.28	2.25
Iran	0.05	0.11	0.067	0.069	0.93	2.31	2.75	3.62	3.95	7.00	10.84	10.65
Emirats Arabes Unis (EAU)	0.05	0.23	0.57	0.065	0.36	n d	0.048	0.51	0	0.04	0.65	-
Arabie saoudite	0.08	0.18	0.21	0.14	0.33	0.23	0.49	1.80	2.49	5.73	8.78	11.45
<b>Total</b>	<b>2.85</b>	<b>4.03</b>	<b>6.59</b>	<b>4.9</b>	<b>7.76</b>	<b>11.96</b>	<b>16.78</b>	<b>16.66</b>	<b>17.41</b>	<b>17.94</b>	<b>30.69</b>	<b>32.45</b>

Il faudrait toutefois relativiser l'importance du pétrole iranien dans la consommation énergétique chinoise : d'abord, le pétrole représente 22% de la consommation d'énergie primaire chinoise en 2005 (soit 308 Mt), dont 14% importés de l'Iran. Vu sous cet angle, l'Iran fournit moins de 20 Mt sur une consommation d'énergie primaire de 1386 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep)<sup>34</sup>. Il est vrai toutefois que le taux d'équipement en automobiles connaît une hausse phénoménale en Chine et que la structure de l'économie évolue de façon à laisser prévoir, à l'avenir, une dépendance pétrolière croissante. Cette tendance pourrait s'affaiblir si le gouvernement à Pékin adoptait une politique visant à encourager le développement des transports publics et imposait l'achat et le développement de voitures hybrides<sup>35</sup>. Ensuite, la Chine tente de diversifier ses sources d'approvisionnements énergétiques et la part relative du Moyen-Orient dans ses importations a en effet connu un déclin : alors qu'en 1999 il répondait à 58% de la demande chinoise, en 2004, le Moyen-Orient ne représentait plus que 37% des apports chinois en pétrole.

Cependant, même si la part relative du pétrole moyen-oriental a connu une baisse, sa valeur absolue continue à grimper et en 2004 la Chine importait 62 Mt de pétrole brut et produits pétroliers du Moyen-Orient. Quoi qu'il en soit, la Chine restera dépendante de cette région et de ses plus importants fournisseurs (l'Iran et l'Arabie saoudite). Il est inévitable que Pékin reste dépendant du pétrole iranien, mais la question qui se pose est de savoir quelle attitude la Chine prendra-t-elle face à ses importations pétrolières ?

Jusqu'à récemment, la vision chinoise de la sécurité énergétique estimait que les marchés internationaux étaient peu fiables, dominés par les Etats-Unis et des *traders*<sup>36</sup> (que la Chine est à son tour en train de former). La Chine a préféré assurer ses approvisionnements énergétiques par le biais d'accords bilatéraux à long terme, jugeant nécessaire l'alliance politique avec les producteurs pétroliers en cas de crise pétrolière à l'instar de celle de 1973<sup>37</sup>. Or, depuis peu de temps, des voix remettant en cause ce raisonnement s'élèvent en Chine. Ces voix appellent le gouvernement chinois à accepter l'interdépendance internationale en matière d'énergie et à s'impliquer plus dans le commerce et sur les marchés. « Aucun pays, disent-elles, ne peut dépendre de soi-même pour sa sécurité énergétique »<sup>38</sup>, d'autant plus qu'une participation dans les marchés donne un pouvoir plus important en termes de formulation des prix.

Ceci ne veut pas dire que les décideurs chinois acceptent ce raisonnement ou sont prêts à laisser leur approvisionnement énergétique à la merci des seules forces du marché, mais la vision chinoise du rôle de la diplomatie énergétique semblerait évoluer.

### Achat de gaz naturel liquéfié

Alarmée par la géopolitique du pétrole, les hausses des cours mondiaux et la perspective d'une raréfaction des ressources mondiales, la Chine cherche également à développer son approvisionnement en gaz. L'Iran est riche en

<sup>33</sup> Adapté depuis Xu Xiaojie Xu Xiaojie, *China and the Middle East: Cross Investment in the Energy Sector*, Middle East Policy, Vol. 7 n°3, Juin 2000. et "Chinese Crude Imports Up", *International Oil Daily*, 22/01/2003 sur [www.energyintel.com](http://www.energyintel.com)

<sup>34</sup> Chiffres tirés de BP Statistical Review 2005

<sup>35</sup> Le gouvernement promet actuellement l'achat de petites voitures et encourage le développement de voitures à moteur hybride (essence-électricité) pour le marché chinois, cf. « Volkswagen développe une voiture hybride pour le marché chinois », AFP, 8 septembre 2005. Ces politiques pourraient réduire la dépendance chinoise du pétrole, tout comme d'autres mesures que le gouvernement promet actuellement en vue de rationaliser la consommation énergétique du pays. Voir Wang Qingyi, « Energy Conservation as Security », *China Security*, été 2006

<sup>36</sup> Entretien avec un chercheur à la CASS, département d'économie quantitative, Pékin janvier 2006.

<sup>37</sup> Pour des exemples de la vision stratégique chinoise voir Philip Andrews-Speed et al. « The Strategic Implications of China's Energy Needs », *Adelphi Paper* no. 346, juillet 2002 ; Michal Meidan, « Conflits du XXIème siècle : la guerre pour les ressources naturelles », *Les Nouvelles de Chine*, numéro 24, mars avril 2005.

<sup>38</sup> Zhao Hongtu, « Coopération et dialogue pour la sécurité énergétique mondiale : choix stratégiques pour une ère d'interdépendance en énergie », *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 5, 2006, pp. 38-44, Chen Fengying, « La nouvelle tendance de la sécurité énergétique internationale », *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 6, 2006, pp. 41-46. Voir également Zha Daojiong, « Energy interdependence », in *China Security*, été 2006, Mao Yushi, « Politics vs. Markets », in *China Security*, été 2006

ressources gazières. Or, afin de renforcer l'interdépendance avec Pékin, Téhéran tente de diversifier les domaines de coopération. En mars 2004, Zhuhai Zhenrong, un *trader* chinois (autrefois lié à l'industrie de défense), a signé une lettre d'intention pour l'achat de plus de 110 millions de tonnes de gaz liquéfié iranien sur une période de 25 ans, d'une valeur estimée à 20 milliards de dollars<sup>39</sup>. Un accord-cadre a été signé avec la Iranian State Natural Gas Import and Export Company, qui prévoit une augmentation progressive des achats chinois qui devront atteindre un volume annuel de 5 millions de tonnes en 2013<sup>40</sup>. Puis, en novembre 2004, Sinopec a signé un mémorandum en vertu duquel l'Iran lui accorde le droit d'exploitation de l'important champ pétrolier de Yadavaran. Les deux pays ont également signé un pré-accord d'un montant de 100 milliards de dollars pour l'approvisionnement de 10 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) à la Chine sur 25 ans<sup>41</sup>. Dans le cadre de cet accord, la NIOC s'est par ailleurs engagée à exporter vers la république populaire 150 000 b/j de pétrole brut par an, une fois que Sinopec aura développé le champ de Yadavaran<sup>42</sup>.

### **Projets de coopération dans l'amont et l'aval pétrolier iranien**

Motivé par le besoin croissant en importations et couplé et les besoins issus de la restructuration des compagnies nationales, les décideurs chinois ont encouragé les entreprises nationales à « sortir » des frontières nationales.

Dans le domaine pétrolier, la politique de « sortie » (*zouchuqu*) vers le monde est destinée à favoriser une participation en amont et en aval dans le secteur pétrolier international, de l'exploration à la production, en passant par l'acquisition de gisements par le biais de prises de participation. Ceci équivaldrait en fait à l'établissement de bases pétrolières à l'étranger et permettrait, en théorie, un meilleur contrôle de l'approvisionnement pétrolier. La participation des compagnies chinoises est destinée également à les transformer en multinationales compétitives, capables de concurrencer les *majors*. L'amorce de privatisation de ces compagnies en 1998 et la création de filiales cotées en bourse ont été les premiers pas dans cette direction.

En raison des techniques limitées et les pratiques commerciales opaques de ces groupes chinois, leur activité se concentrait au départ essentiellement sur des « marchés niches », où les compagnies pétrolières occidentales, souvent plus performantes, étaient absentes (comme en Angola, au Soudan et en Iran). Les entreprises pétrolières chinoises sont soumises à des contraintes financières lâches. Jouissant de fonds publics, elles peuvent payer plus que le prix du marché. Lorsque l'investissement est en effet vu comme un objectif stratégique, le coût devient une préoccupation secondaire, ce qui était en effet le cas des premières acquisitions chinoises en Iran. En 1997, la Chine a participé à un appel d'offre de 43 projets d'une valeur de 8 milliards de dollars. Ces projets concernaient des activités d'exploration *onshore* et *offshore* et des activités de raffinage. La China National Petroleum Corporation (CNPC) a entamé ensuite des négociations avec la National Iranian Oil Company (NIOC) pour développer conjointement le champ *offshore* de Balal. Parallèlement, Pékin s'est engagé à entreprendre la construction de deux oléoducs. Mais ce projet a été abandonné en 1999 par la CNPC suite à un rendement pétrolier insuffisant qui ne justifiait pas d'entamer un tel projet de construction fort coûteux, l'investissement requis pour ces projets s'élevant à 9.5 milliards de dollars.

En octobre 2004, la Chine et l'Iran ont signé un protocole d'accord en vertu duquel Sinopec pourrait développer le champ pétrolier de Yadavaran (dans le sud-ouest du pays). Ce champ contiendrait plus de 118 millions de barils de pétrole et 85,5 milliards de m<sup>3</sup> de gaz. Le protocole d'accord donnait le droit à Sinopec d'acheter la moitié de la production potentielle de Yadavaran, estimée à 150.000 b/j<sup>43</sup>. Mais ce protocole a expiré en janvier 2006 et aucun contrat définitif n'a toutefois été signé depuis, en raison surtout de la question nucléaire iranienne qui rend le contexte international difficile. Des négociations sur la poursuite des travaux auraient toutefois eu lieu entre les parties. Certains analystes pensent que la Chine tente d'obtenir des conditions plus favorables pour ce projet<sup>44</sup>, alors que d'autres y voient un moyen d'affaiblir l'efficacité (et ainsi réduire l'éventualité) de sanctions internationales sur l'Iran<sup>45</sup>. La réalité se situe peut-être entre ces deux analyses. La Chine semble avoir abandonné tout espoir de commencer les travaux dans l'avenir proche, nombreux analystes chinois estimant que la guerre est imminente<sup>46</sup>. Si la Chine tire les leçons de la guerre en Irak, elle évitera de s'engager vis-à-vis du gouvernement actuel, préférant se rapprocher des États-Unis afin de ne pas laisser s'échapper les contrats d'exploitation sous le nouveau gouvernement<sup>47</sup>...

<sup>39</sup> Il semblerait que Zhuhai Zhenrong a été la première entreprise à se voir octroyer des licences pour le commerce pétrolier avec l'Iran. Elle en avait le monopole dans les années 1990. A l'heure actuelle, l'entreprise bénéficierait toujours du monopole sur l'achat de pétrole et du gaz, Sinopec ne s'impliquant pas dans le *trading* mais dans l'exploration et le développement. « Les liens énergétiques stratégiques sino-iraniens devraient se préserver, voire se développer », *Xinhua*, 5 juillet 2005 (en chinois) et entretiens à Pékin, septembre 2006.

<sup>40</sup> « La Chine s'apprête à acheter pour 20 milliards de dollars de gaz iranien », AFP, 18 mars 2004

<sup>41</sup> « L'Iran voudrait que la Chine soit son premier client à la place du Japon », AFP, 4 novembre 2004

<sup>42</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit.

<sup>43</sup> « Accord Sinopec (Chine)/OESC (Iran) sur le champ iranien de Garmsar », AFP, 21 juin 2006

<sup>44</sup> Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, op. cit.

<sup>45</sup> *Robin Wright*, "Iran's New Alliance With China Could Cost U.S. Leverage", *Washington Post*, 17 novembre 2004

<sup>46</sup> Par exemple Meng Yangqing, « L'Iran ne cède pas, les États-Unis devront frapper », *Shijie zhishi* (World Affairs), no 11, 1<sup>er</sup> juin 2006, p. 30-32

<sup>47</sup> Entretien avec un chercheur du département Moyen orient à la CASS, Pékin, septembre 2006

Sinopec est par ailleurs toujours engagée dans des travaux d'exploration du bloc de Zavareh-Kashan (centre), après en avoir reçu le droit en janvier 2001. Enfin, en juin 2006 Sinopec a signé un accord avec la Oil Exploration and Service Company (OESC) iranienne pour développer conjointement le champ pétrolifère de Garmsar dans le nord du pays<sup>48</sup>.

La Chine exporte également ses compagnies de services pétroliers. Une filiale de la China National Offshore Oil corporation (CNOOC) aurait signé un contrat d'exploitation, de maintenance et de gestion de la plateforme semi-flottante d'Alborz<sup>49</sup>, ce qui permettrait à l'Iran de procéder en mer Caspienne à des explorations à de nouvelles profondeurs.

### **Oléoducs et gazoducs**

La CNPC et Sinopec ont été toutes les deux impliquées dans la construction d'un pipeline Neka-Sari, complété en 2003 cet oléoduc transporte du pétrole brut russe originaire des ports caspiens à partir du port iranien de Neka vers d'autres destinations en Iran. Un deuxième oléoduc à partir de Neka serait en cours de construction, destiné également à approvisionner le marché national iranien. Ces oléoducs ne servent toutefois pas directement les besoins chinois en approvisionnement.

### **Pétroles et infrastructures**

Enfin, la Chine investit dans les infrastructures pétrolières et gazières, des terminaux GNL (la construction de deux sur les trois ports prévus a toutefois été suspendue suite à la hausse des prix du GNL) ainsi que des pétroliers. En 2000, la Dalian Shipbuilding Industry corp. a signé un contrat de construction de 5 pétroliers à destination de l'Iran et aurait également livré récemment un pétrolier de 300 000 tonnes à Téhéran. La compagnie nationale iranienne (Iranian Tanker Company) pourrait passer une commande de 35 navires d'ici 2010 dont 10 transporteurs de GNL. D'après Calabrese, les commandes de pétroliers et de navires de transport seraient destinées à sécuriser les acquisitions de GNL<sup>50</sup> même si cette hypothèse reste difficile à vérifier.

L'interdépendance énergétique entre l'Iran et la Chine s'est ainsi renforcée considérablement au cours de cette dernière décennie. Les quantités croissantes de pétrole brut iranien ont également créé un besoin en capacité de raffinage en Chine, une opportunité commerciale que les compagnies iraniennes (pétrolière et de services pétroliers) ont saisi rapidement.

Le bilan des liens énergétiques sino-iraniens reste donc assez impressionnant : un éventail de domaines de coopération, des projets signés à mettre en œuvre et des quantités croissantes d'importations. Si l'on prend également en compte le fait que le client chinois a, dans le passé, payé ses approvisionnements en armes et que Pékin considère les producteurs pétroliers comme des partenaires politiques éventuels, il apparaît que le « prix » politique que la Chine semblerait prête à payer pour la sauvegarde de ces intérêts pourrait être très élevé.

Or, plusieurs points méritent un examen plus minutieux : un grand nombre de projets signés n'ont pas abouti, certains sont même restés à l'état d'accord cadre. Alors qu'il reste très difficile d'avoir des informations concernant l'état d'avancement de ces projets, il n'est pas impossible que certains aient été signés dans un cadre officiel et en tant que geste diplomatique<sup>51</sup>. Bien qu'il soit dans l'intérêt aussi bien des compagnies chinoises que du gouvernement iranien de les mettre en œuvre, la valeur réelle d'un accord cadre signé ne devrait pas être surestimée.

De plus, l'implication des compagnies pétrolières chinoises est le fait d'un arrangement de convenance. Les compagnies chinoises sont à la recherche de marchés facilement accessibles (mentionnons à ce propos l'échec de la reprise d'Unocal par la CNOOC en 2005), et le gouvernement iranien dispose de très peu de choix. Le niveau technique et technologique des groupes chinois, bien qu'en progression constante, reste encore inférieur à celui des *majors*. Il n'est pas impossible que si le marché iranien était ouvert à la concurrence, les compagnies pétrolières chinoises n'auraient pas pu y remporter des contrats. Ceci ne change pas la donne actuelle, mais la question de savoir si les compagnies chinoises ont les aptitudes techniques pour développer les gisements iraniens reste posée.

Enfin, persiste la question de la diplomatie pétrolière chinoise. Comme mentionné précédemment, la vision de la sécurité énergétique évolue en Chine, bien que l'énergie reste une question politique et stratégique de première importance. Ceci est dû à plusieurs facteurs : d'abord, une prise de conscience par les décideurs que la politique énergétique chinoise pratiquée dans les années 1990 était insuffisante et inefficace. Non seulement la Chine souffrait (et souffre encore) périodiquement de pénuries, mais aussi sa participation sur les marchés énergétiques mondiaux (en importations, acquisitions etc.) suscitait des appréhensions et la méfiance des autres acteurs<sup>52</sup> ainsi qu'une hausse des cours mondiaux. La diplomatie énergétique chinoise correspondait peut-être aux intérêts des

<sup>48</sup> « Accord Sinopec (Chine)/OESC (Iran) sur le champ iranien de Garmsar », AFP, 21 juin 2006

<sup>49</sup> Calabrese, op. cit.

<sup>50</sup> *ibid*

<sup>51</sup> Entretien avec un chercheur du département Moyen orient à la CASS, Pékin, septembre 2006

<sup>52</sup> Shen Dingli, "Iran's nuclear ambitions test China's wisdom", *The Washington Quarterly* • 29:2 pp. 55–66. Spring 2006

compagnies pétrolières et de l'économie chinoises mais elle ne répondait que partiellement au problème de l'insécurité énergétique du pays et dans une certaine mesure ne faisait que l'exacerber. Ensuite, la nature même des institutions décisionnaires dans le domaine énergétique rend la formulation de toute politique énergétique cohérente à long terme quasi impossible. La multiplication d'acteurs, chacun responsable d'une partie très précise et limitée du processus bureaucratique décisionnel et le mode consensuel de prise de décisions sapent toute possibilité d'arriver à des politiques globales pour l'ensemble du secteur énergétique. L'absence de ministère de l'énergie ou de toute autre instance régulatrice jouissant d'une autorité politique suffisante pour faire valoir ses décisions a laissé les plus forts prendre les initiatives et dicter les actions à court terme. De ce fait, des années 1990 jusqu'en 2004, la Chine n'avait pas de diplomatie énergétique à proprement parler, et seule la convergence d'intérêts entre les décideurs et les compagnies pétrolières a permis la réalisation de grands projets à l'étranger.

Un changement se profile-t-il à l'horizon ? C'est possible. En 2004 le gouvernement chinois a créé un groupe pour l'énergie sous la direction Wen Jiabao. Sorte de *steering committee* pour l'énergie, ce groupe pourrait permettre une coordination horizontale entre ministères et bureaucraties, ce qui était très difficile voire impossible jusqu'alors. Une telle institution, si elle jouit d'une vision d'ensemble et reçoit des informations correctes (ce qui n'est pas non plus acquis), pourrait parvenir formuler une politique énergétique plus cohérente et qui prenne en compte l'ensemble des besoins du pays en matière énergétique.

## **Conclusion**

Le partenariat sino-iranien, en dépit de ses aspects historiques, culturels et rhétoriques, est fondamentalement un partenariat pragmatique. Il l'est à par plusieurs égards : d'abord, par la reconnaissance mutuelle de l'importance géopolitique et géostratégique des deux pays, (appuyé, certes, par le respect mutuel des traditions culturelles). Ainsi, les liens se sont maintenus par-delà des régimes politiques et des idéologies contradictoires. Il l'est aussi du fait que les deux gouvernements reconnaissent que cette relation reste subordonnée aux liens bilatéraux avec les puissances internationales. Il l'est enfin car ce partenariat a été propulsé tantôt par des besoins commerciaux et matériels, tantôt par des impératifs politiques et diplomatiques.

L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad a en effet changé la donne et rend les Chinois perplexes quant aux desseins de la diplomatie iranienne<sup>53</sup>, mais les deux parties semblent être conscientes des limites, très pragmatiques, de leur partenariat.

## **Synthèse des débats par Thibaud Voïta<sup>54</sup>**

Il existe une certaine fascination des Chinois pour l'Iran. Ils retrouvent dans l'histoire récente de ce pays beaucoup d'affinités avec celle de la RPC : la révolution culturelle, les luttes de factions, le clan des réformateurs... Certains ne cachent pas leur admiration pour la culture perse.

Au niveau politique, la Chine se veut avant tout pragmatique dans ses relations avec l'Iran et plus généralement avec le Moyen-Orient. Si ses intérêts dans la région sont croissants et subordonnent sa politique, Pékin accepte les limites de sa relation avec l'Iran. Ce partenariat reste secondaire et les deux pays en sont conscients, même si chacun a des attentes et des déceptions. La Chine veille surtout à garder ses distances des rivalités qui secouent le Moyen-Orient et ne semble pas avoir de politique globale dans la région. L'Asie Centrale représente un plus grand enjeu pour elle. L'importante influence que Téhéran exerce dans cette région explique également en partie l'intérêt de Pékin pour l'Iran.

### **1 - La politique énergétique : nouvelles priorités, nouvelle vision**

Cette relation Chine – Iran doit être replacée dans le contexte de la politique énergétique de Pékin. C'est au début des années 1990 que la Chine est devenue importatrice de pétrole brut, évolution qui a pris de court les dirigeants chinois. Pékin s'est retrouvée en situation de dépendance, ses approvisionnements devant pour la plupart passer par le détroit de Malacca, contrôlé par les Etats-Unis. La nécessité de sécuriser ses approvisionnements énergétiques a conduit la Chine à rechercher de nouvelles sources et à importer le pétrole directement, ce qui explique l'adoption d'une diplomatie visant à une consolidation des relations bilatérales avec les pays producteurs. Cette tendance inquiète les Occidentaux, d'autant plus qu'ils soupçonnent la Chine de se livrer à des échanges pétrole contre armes : voir par exemple le trader Zhuhai Zhenrong, ancienne compagnie militaire, accusé par de hauts fonctionnaires américains de ne pas avoir abandonné le commerce des armes. Mais il est difficile d'obtenir des informations sur ce qui est réellement vendu. Il n'est d'ailleurs pas impossible que de tels

<sup>53</sup> Entretiens avec un chercheur de la SIIS, Shanghai juin 2006 et avec un chercheur du département Moyen orient à la CASS, Pékin septembre 2006. Ils estiment que l'Iran ne s'attend pas à ce que la Chine défende leurs intérêts mais qu'elle reporte seulement le moment des décisions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

<sup>54</sup> Asia Centre, Chercheur.

échanges soient l'œuvre d'entreprises militaires chinoises qui échappent plus ou moins au contrôle du pouvoir central.

Dans les années 1990, les Chinois cherchaient à directement importer du pétrole des gisements. L'avantage pour les *majors* chinoises était de pouvoir pénétrer le marché étranger, d'acquérir des biens, de devenir plus performantes... Avantage qui profitait également à l'Etat central puisque le secteur pétrolier constitue une importante source de revenus fiscaux. Au-delà de ces points positifs, il n'est pas sûr que cette stratégie ait réellement été souhaitable ou rentable, voire réalisable. En termes concrets, plusieurs accords bilatéraux en discussion depuis plusieurs années ne semblent pas à l'heure actuelle avoir abouti et les importations semblent plus passer par le marché que par la diplomatie.

De plus, la méfiance des Occidentaux à l'égard des activités chinoises à l'étranger grandit : les entreprises sont opaques ; la diplomatie et la politique énergétique de Pékin inquiètent. En même temps, la Chine est confrontée à de nouvelles difficultés : le pays souffre de pénuries, la région du Moyen-Orient est de plus en plus instable. La Chine est isolée et vulnérable : les autres pays asiatiques ayant d'importants besoins énergétiques ne forment pas de front commun avec elle (l'Inde et le Japon ont cédé à la pression des Etats-Unis sur la question iranienne). En outre, la Chine n'ose pas non plus trop s'avancer en Iran et l'on est tenté de rapprocher cette prudence de l'analyse faite par certains spécialistes chinois qui s'attendent à une attaque des Etats-Unis aboutissant un renversement de régime et à une redistribution des contrats pétroliers aux firmes américaines (comme ce fut le cas en Irak).

La sécurité énergétique est devenue l'une des nouvelles priorités de l'actuelle classe dirigeante chinoise. Cependant, il semble que sur cette question la stratégie de Pékin évolue. A l'heure actuelle, l'objectif est de mettre l'accent sur la sécurisation des mécanismes de marché, même si cette vision n'est pas encore acceptée par tous. Les compagnies pétrolières chinoises, dont le poids reste important dans les décisions, pourraient constituer un obstacle à cette évolution. Reste qu'il existe un consensus sur l'énergie en Chine : il faut rationaliser et réduire la consommation (d'au moins 20% par an au niveau des gouvernements locaux) ainsi que mieux gérer la demande. Se pose également la question de la rentabilité des actuels investissements extérieurs chinois en matière énergétique, très coûteux, en cas de baisse du prix du baril.

Côté iranien, Téhéran vend 50% de son énergie à l'étranger (en particulier vers l'Inde), ce qui lui coûte paradoxalement très cher. Ainsi, aucune compagnie étrangère n'est réellement présente sur le marché iranien (cf. les contrats de Total en Iran qui n'en font qu'un prestataire de services). Or, la production iranienne commence à baisser, du fait d'investissements insuffisants. Si 10 à 15 milliards de dollars par an ne sont pas investis dans ce domaine, le pays devrait, d'ici cinq ans, devenir importateur de pétrole, même si les ressources potentielles sont extrêmement importantes à plus long terme (15 ans). A cette échéance, l'Iran devrait redevenir un grand pays producteur. Autre problème, le rôle très important des pasdars (les Gardiens de la Révolution) dans ce secteur. Les Chinois sont conscients de ces difficultés et cherchent d'autres fournisseurs (la Russie, par exemple), même s'ils ne négligent pas pour autant leurs relations avec Téhéran. Ce qui tend à prouver que les relations Chine – Iran ne reposent pas uniquement sur le commerce énergétique.

## **2 - Quel soutien de Pékin à la nucléarisation de l'Iran ?**

En dépit de la solidité du partenariat qui unit la Chine et l'Iran, il semblerait que Pékin ne soit pas prêt à se ranger aux côtés de Téhéran coûte que coûte, en particulier avec la question nucléaire. Sur cette question, la Chine ne veut pas défendre la position iranienne au point de mettre en danger sa relation avec les Etats-Unis. De plus, la Chine veut montrer que sur ces dossiers, elle collabore avec la communauté internationale : Pékin a signé le Traité de Non Prolifération (TNP) et a récemment accepté pour la première fois de prendre des sanctions contre la Corée du Nord après que celle-ci eut procédé à un essai nucléaire souterrain. Prendre la défense de Téhéran ternirait cette image. Certains Chinois estiment que l'Iran a le droit d'acquérir la bombe, d'autres considèrent qu'on ne peut lui imposer des sanctions tant qu'il n'aura pas développé d'armes nucléaires. En outre, l'Iran est plus éloigné de la Chine que la Corée du Nord. La Chine reste par conséquent volontairement ambiguë sur la question. En cas de vote visant à des sanctions au Conseil de Sécurité, il est probable qu'elle s'abstiendrait. Pourtant, à force de jouer l'ambiguïté, elle risque de se retrouver à nouveau perdante (voir sa position sur la Corée du Nord).

En conclusion, la politique chinoise à l'égard de Téhéran peut paraître contradictoire : elle est en réalité pragmatique avant tout. L'addition des opportunités ne peut aboutir à une stratégie cohérente et l'objectif actuel de Pékin est de parvenir à concilier tous ses intérêts, situation qui pourrait être tenable plus longtemps qu'on ne pourrait le croire. Enfin, se pose la question de savoir si la Chine a un pouvoir ou non sur l'Iran. Elle est un marché important pour les exportations iraniennes de gaz et de pétrole. Et en tout état de cause, il semblerait que Pékin soit un partenaire plus important pour Téhéran que Téhéran ne l'est pour Pékin.

## Bibliographie :

- ANDREWS-SPEED Philip, LIAO Xuanli, DANNREUTHER Ronald, « The Strategic Implications of China's Energy Needs », *Adelphi Paper* no. 346, juillet 2002
- BIN HUWAIDIN Mohamed, *China's Relations with Arabia and the Gulf: 1949-1999*, New York: Routledge Curzon, 2002
- BYMAN Daniel L., CLIFF Roger, *China's Arms Sales: Motivations and Implications*, mr-1119-af1999, [www.rand.org](http://www.rand.org).
- CALABRESE John, « China and Iran : Mismatched Partners », *Jamestown Foundation*, Occasional Papers, août 2006
- CALABRESE John, "Peaceful or dangerous collaborators ? : China's relations with the Gulf countries", *Pacific Affairs*: 65 (4), hiver 1992-1993, pp. 471-485
- CHEN Fengying, « La nouvelle tendance de la sécurité énergétique internationale », *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 6, 2006, pp. 41-46
- DJALILI Mohammad-Reza et KELLNER Thierry, « L'Iran, la Chine et la Crise du nucléaire », *Journal d'étude des relations internationales au Moyen-Orient, MERIA*, Volume 1, No. 1, Article 2 - Juillet 2006
- GAFFNEY Frank J., "China Arms the Rogues", *Middle East Quarterly*, septembre 1997, reproduit sur [www.meforum.org/article/360](http://www.meforum.org/article/360),
- GILL, Bates, « Chinese Arms Exports to Iran », *Middle East Review of International Affairs* Vol. 2, No. 2, Mai 1998
- MENG Yangqing, « L'Iran ne cède pas, les Etats-Unis devront frapper », *Shijie zhishi (World Affairs)*, no 11, 1<sup>er</sup> juin 2006, p. 30-32
- SHEN Dingli, "iran's nuclear ambitions test China's wisdom", *The Washington Quarterly*, 29:2 pp. 55–66. Spring 2006
- SHICHOR Yitzhak, *The Middle East in China's Foreign Policy*, Cambridge University Press, 1979
- SHICHOR Yitzhak, "China's Economic Relations with the Middle East : New Dimensions", in Kumaraswamy P.R. (ed.), *China and the Middle East: The Quest for Influence*, London, 1999
- SHUJA Sharif, "Warming Sino-Iranian Relations: Will China Trade Nuclear Technology For Oil?", July 23, 2005, *China Brief*, Jamestown Foundation
- WANG Qingyi, « Energy Conservation as Security », *China Security*, été 2006
- WRIGHT Robin, "Iran's New Alliance With China Could Cost U.S. Leverage", *Washington Post*, 17 novembre 2004
- XU Xiaojie, *China and the Middle East: Cross Investment in the Energy Sector*, *Middle East Policy*, Vol. 7 n°3, Juin 2000
- ZHAO Daojiong, « Energy interdependence », in *China Security*, été 2006, Mao Yushi, « Politics vs. Markets », in *China Security*, été 2006
- ZHANG Xiaodong , *China's interests in the Middle East : present and future*, *Middle East Policy*: (1999-02) vol.6 n°3, p.150-159.
- ZHAO Hongtu, « Coopération et dialogue pour la sécurité énergétique mondiale : choix stratégiques pour une ère d'interdépendance en énergie », *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 5, 2006, pp. 38-44,